

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-debarquement-etrange-continue-en-Argentine-alors-qu-il-n-y-a-deja-plus-rien-a-acheter>

Tout est déjà "Vendu" : Sorry !

Le débarquement étranger continue en Argentine alors qu'il n' y a déjà plus rien à acheter.

- Argentine - Économie -
Date de mise en ligne : lundi 26 novembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Un rapport de la CEPAL [Voir doc. en espagnol en bas de cette page] montre que les capitaux étrangers continuent de débarquer en Argentine, bien qu'il y a peu de possibilités pour acheter des entreprises d'origine nationale parce que la majorité d'entre elles ont été déjà vendues. Des chiffres sur les différents secteurs. Dans les années 90, la production de pétrole brut et de gaz est passée presque exclusivement entre des mains étrangères.

Par Fernando Krakowiak

[Página 12](#) . Buenos Aires, le 26 novembre 2007.

Durant les années 90, le capital étranger destiné à l'achat d'entreprises locales a été la composante la plus importante des flux d'« investissement » directs (IED) qu'a reçu le pays, représentant 56 % du total. Depuis la dévaluation, ce pourcentage a été réduit à 25 %, arrivant à peine à 2.721 millions de dollars. Cependant, un rapport récent de la Cepal (Commission Economique Pour l'Amérique Latine) révèle que le montant des transactions s'élève à 10.365 millions si on prend en compte aussi les opérations d'achat et de ventes effectuées exclusivement entre des sociétés étrangères, qui ne sont pas comptabilisées dans la balance des paiements. Cela signifie que les capitaux étrangers continuent de débarquer dans le pays, mais les chances d'acheter des sociétés d'origine nationale sont réduites parce que la majorité d'entre elles ont été déjà vendues [\[1\]](#)

Un cas exemplaire est celui du pétrole. Dans les années 90, la production de brut et de gaz est restée presque exclusivement entre des mains étrangères grâce à la dérégulation et la privatisation du secteur. Depuis ce temps-là, pour acquérir une compagnie pétrolière, il faut mener une transaction avec un non résident. C'est ainsi que le mouvement important de fusions et d'acquisitions qui a existé dans les dernières années n'a pas été enregistré dans la balance des paiements, puisque ces opérations ont eu lieu entre des entreprises étrangères.

Dans le rapport de la Cepal établi par les chercheurs Gabriel Bezchinsky et Marcelo Dinenzon, entre autres, il est détaillé qu'entre 2002 et 2006 les entreprises étrangères ont réalisé des achats dans le secteur pétrolier pour 4.075 millions de dollars, mais 71,6 % ont été des transactions entre non résidents. Par exemple, en 2002, *Petrobras* (Brésil/USA) est resté avec *Pecon*, en 2005 l'Étatsunienne OXY a acheté *Vintage* et un an après une autre compagnie étatsunienne appelée *Apache* a acquis *Pionner* et *PAF*, mais seule la vente de *Pecon* a provoqué une augmentation de la mise entre des mains étrangères du secteur, puisque les autres sociétés étaient déjà contrôlées par des multinationales non locales.

Dans le secteur minier la situation est similaire. Jusqu'aux années 90, l'IED (Investissement étranger d...) dédié à ce secteur était peu significatif, mais après la sanction de la « Loi d'Investissements Miniers », en 1993, qui octroie de multiples bénéfices aux corporations, la prise de contrôle étrangère s'est notablement accrue. Après, entre 2002 et 2006, des fusions et des acquisitions se sont élevées à 1.269 millions de dollars, mais dans tous les cas il s'agissait d'opérations entre capitaux étrangers.

Dans les secteurs de l'agroalimentaire et du tabac, les capitaux étrangers ont réalisé des transactions pour 2422 millions de dollars pendant la même période et à peine 101 million ont été destinés à l'acquisition d'une entreprise qui était entre des mains locales. Tandis que dans le commerce, le capital étranger a joué un rôle principal dans les acquisitions pour 336 millions et seulement 21 millions ont été comptabilisés dans les bilans des entreprises étrangères pour l'acquisition d'entreprises locales.

La vente d'entreprises nationales a représenté à peine 3.054 les millions de dollars, dont ont été déduits 333 millions

Le débarquement étranger continue en Argentine alors qu'il n'y a déjà plus rien à acheter.

qui ont été utilisés par des entreprises locales pour acheter des entreprises qui étaient aux mains de capitaux étrangers. Par conséquent, dans la balance des paiements sont enregistrés 2.721 millions de dollars. Quelque 38 transactions qui ont supposé une augmentation de l'investissement étranger direct parmi lesquelles on remarque, par le montant des opérations, la vente de *Pecon Energía* à *Petrobras*, l'échange d'actions de *Siderca* par *Tenaris*, la vente du cimentier *Loma Negra* à la brésilienne *Camarco Correa* et l'arrivée de *Belgo Mineira* chez *Acindar*.

Dans les opérations qui ont entraîné une internationalisation réelle, le Brésil a eu une participation prépondérante, comme on l'observe. Ses acquisitions représentent 55 % de la valeur totale des transactions.

L'importance ne tient pas seulement au montant déboursé, mais au fait que ces investisseurs ont acquis des entreprises qui sont leaders dans leurs secteurs d'activité, bien qu'il soit important de préciser que certaines d'entre elles sont contrôlées par des multinationales d'autres pays, comme c'est le cas pour *Brahma* (contrôlée par la *Belge Inbev*) et *Belgo Mineira* (propriété d'*Arcelor-Mittal*).

Les 333 millions destinés à l'achat d'entreprises étrangères par des capitaux de résidents se sont concentrés sur le secteur financier et sur celui des entreprises de service public privatisées, secteur dont certaines multinationales se sont retirées au pire moment de la crise. Cependant, à peine l'économie a commencé à s'améliorer que cette fuite naissante s'est arrêtée et les entreprises étrangères se sont réinstallées pour opérer sur la nouvelle scène argentine.

Les apports de capital destinés à l'annulation des dettes ont constitué l'élément le plus important de l'IED et à partir de 2004 le flux destiné à l'achat d'entreprises a commencé à prendre de l'importance, bien que comme il a déjà pu se voir, il ne se dirige pas vers l'acquisition d'entreprises de capital national parce que celles qui restent sont peu nombreuses. Actuellement, dans leur majorité des fusions-acquisitions qui se concrétisent dans le pays le sont exclusivement entre des entreprises étrangères.



Investissements directes en Argentine En espagnol

Post-scriptum :

Notes :

[1] Dans les 200 premières entreprises opérant en Argentine seulement cinq sont locales. Voir : [La disparition de la « bourgeoisie nationale » argentine continue à grand pas](#)